

FAISONS BARRAGE AU TRAITE EUROPEEN !

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite le pacte budgétaire ou TSCG (traité pour la Solidarité, la Coordination et la Gouvernance) par le Parlement. La « règle d'or » serait alors adoptée dans une loi organique. **La FSU s'est prononcée contre ce pacte** qui va imposer de ramener le déficit à 3% du PIB à partir de 2013 pour atteindre 0% en 2017. Cet objectif est jugé impossible à tenir par de nombreux économistes car le taux de croissance en France sera insuffisant. Selon le FMI, une croissance de 0,8% entraînera une hausse de 300 000 chômeurs.

Ce traité veut installer une politique ultra-libérale. Seule la baisse du coût du travail est mise en avant pour renforcer la compétitivité et donc les exportations : flexibilité du travail, gel, voire baisse des salaires, facilités pour les licenciements, baisse du montant des retraites, baisse de la protection sociale. Parallèlement coupes dans les dépenses d'État et les services publics pour favoriser les transferts vers le privé. L'augmentation de la CSG va permettre un transfert de 30 à 50 milliards de la charge des entreprises vers les salariés.

Si ce traité était ratifié, les salariés porteraient encore plus le poids de la crise, les grosses entreprises et les plus riches seraient préservés, sans pour autant s'attaquer aux fondements de la crise qui s'aggraverait. Une spirale infernale de plans de rigueur successifs s'installerait dans la durée. Les exemples de la Grèce ou de l'Espagne sont édifiants. **Ces politiques imposées par le FMI ont toujours conduit les économies des pays concernés dans le mur.** La « règle d'or » n'a aucune justification économique ; c'est un choix dogmatique.

A ces mesures s'ajoutent la perte de souveraineté des États et un déni de démocratie. Les budgets seront soumis au contrôle de la Commission Européenne (non élue) qui pourra intervenir et même sanctionner financièrement. Le parlement et le gouvernement seront donc sous pression et dessaisis de leur pouvoir.

Une autre politique est possible pour lutter contre le chômage et protéger notre activité : relance de la consommation populaire par une nouvelle politique fiscale et salariale ; ré-industrialisation par la mobilisation de l'épargne, réorientation du système bancaire et création d'un pôle financier public pour engager la transition écologique. Au plan européen, un moratoire sur les dettes souveraines et un financement des États par la BCE sont nécessaires.

La FSU et le SNES s'opposent au traité et à sa ratification. Les services publics dont l'Éducation ne peuvent être financés que par une autre politique.



MANIFESTATION



DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

NATION - 13h30